

Pour les différentes intervenantes lors de la conférence organisée par Amadeus, «sur le terrain, la situation ne reflète pas vraiment cette égalité prônée par les textes de loi. Cela est dû à la persistance d'une culture patriarcale qui confine la femme dans ses rôles traditionnels, généralement stéréotypés»

En dépit des avancées réalisées en termes de consolidation des droits de la femme dans la Constitution, la situation dans la réalité reste mitigée. Les femmes peinent encore à se frayer un chemin vers les postes de responsabilité.

Une question qui était au cœur du débat organisé par l'institut Amadeus, mardi dernier, à Rabat, sous le thème «femmes et pouvoirs: comment rétablir l'équilibre?» Plusieurs intervenantes lors de cette conférence ont mis l'accent sur les difficultés de mettre en œuvre les principes de parité et d'égalité consacrés par la loi fondamentale. En effet, «sur le terrain, la situation ne reflète pas vraiment cette égalité prônée par les textes de loi», a estimé Loubna Amhair du Mouvement populaire. Celle-ci a déploré que «même si les femmes sont très actives dans les formations politiques, elles ont rarement la possibilité d'accéder aux postes de décision».

Les différentes intervenantes ont estimé que cela est dû à la persistance d'une culture patriarcale qui confine la femme dans ses rôles traditionnels, généralement stéréotypés. C'est pour cela qu'elles ont appelé à «agir sur les mentalités». Car, «les femmes peuvent faire de la politique autrement, notamment en usant de la soft power», a souligné Amhair. Néanmoins, pour que les femmes puissent révolutionner le mode de perception dominant, elles doivent d'abord disposer d'une masse critique, dans les sociétés, les partis politiques, le Parlement...

D'ailleurs, «les études montrent que les femmes doivent disposer d'un seuil minimum de 30% aux postes de management pour qu'elles puissent changer la donne», a noté, pour sa part, Muriel De Saint Sauveur, directrice de communication et diversité au cabinet d'audit Mazars. Néanmoins, les intervenantes lors de cette conférence ont rappelé que les femmes doivent d'abord faire face aux différents obstacles sociaux et culturels, notamment dans les pays du tiers monde. Car, si son rôle est reconnu au sein de la famille ou dans des secteurs comme le commerce informel, elle reste très marginalisée dans le milieu politique, comme l'a expliqué la députée mauritanienne Mint Bilal. Celle-ci a pointé les difficultés auxquelles font face les femmes en Mauritanie, notamment à cause du «modèle de société patriarcale, marqué par une forte hiérarchisation tribale».

M. A. M.

Source : [L'ECONOMISTE](#)